

Pau, le **21 DEC. 2023**

ARRETE N°AP-2023-0389

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants et R. 415-6 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal n°AP-2023-0109 en date du 03 mars 2023 réglementant le régime de priorité à l'intersection formée par le boulevard des couettes et la rue Verlaine ;
Considérant qu'il y a lieu de modifier la réglementation applicable par un nouvel arrêté municipal ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger les dispositions de l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'arrêté municipal n° AP-2023-0109 en date du 03 mars 2023 qui réglementaient le régime de priorité à l'intersection formée par le boulevard des couettes et la rue Verlaine sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Les conducteurs circulant boulevard des couettes et débouchant sur la rue Verlaine, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Stop » par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

21 DEC. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire